

Crise d'identité entre le PALIPEHUTU-FNL et le pouvoir de Bujumbura

PANA, 14/10/2008 Bujumbura, Burundi - Le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) est monté au créneau, mardi, pour annoncer clairement qu'il ne renoncera pas à son appellation actuelle à consonnance ethnique avant au moins les prochaines élections électorales de 2010 au Burundi. La communauté majoritaire des hutus plus de 85% de l'électorat national et le Secrétaire général du dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays, Jonas Nshimirimana, a pressenti un risque de perte des voix si le PALIPEHUTU-FNL venait à renoncer brusquement à son identité historique.

D'un autre côté, le Secrétaire général du PALIPEHUTU-FNL a trouvé que le changement brutal d'appellation pourrait "frustrer les nombreux opprimés qui se reconnaissent dans notre lutte pour plus d'équité sociale". "Allons aux élections et le peuple sera le seul et dernier juge", a-t-il martelé lors d'une conférence de presse. Le mouvement rebelle est tenu, par un accord de cessez-le-feu avec le pouvoir central à Bujumbura, de changer d'appellation pour mériter sa reconnaissance en tant que parti politique pouvant œuvrer dans la égalité constitutionnelle. La Constitution du moment n'autorise pas la reconnaissance de parti politique se réclamant d'une ethnie, région ou religion données. Le mouvement rebelle a multiplié ces derniers jours des sorties médiatiques annonciatrices d'un raidissement de ses positions et d'un possible retour à la confrontation. Le porte-parole du PALIPEHUTU-FNL, Pasteur Habimana, a organisé, le week-end dernier, une visite guidée de la presse à un site de rassemblement des rebelles en attente de démobilisation dans le Nord-Ouest du Burundi. Le responsable rebelle s'est scandalisé des "conditions inhumaines" dans lesquelles vivent plus de 2.000 candidats à la démobilisation qui n'ont pour tout abris que des huttes en pailles et manquent cruellement des conditions matérielles d'hygiène par ces temps de fortes pluies. Des rencontres directes entre le président de la République, Pierre Nkurunziza et le leader du PALIPEHUTU-FNL, commencent également à se faire rares alors que les deux chefs de guerre s'étaient engagés à se voir régulièrement, jusqu'à la conclusion d'un accord global et définitif de cessez-le-feu, a encore estimé M. Habimana. L'année dernière, des négociateurs du PALIPEHUTU-FNL s'étaient retirés discrètement de la table des négociations avec l'Etat burundais et retournés au maquis pour protester contre l'insécurité qui les entourait. La rupture des pourparlers a duré des mois, ouvrant la voie à la relance des hostilités à grande échelle, comme au mois d'avril 2008 où l'on a assisté à de violents combats entre le PALIPEHUTU-FNL et l'armée régulière à Bujumbura, la capitale du Burundi et ses environs immédiats, avant de se résoudre à un nouveau cessez-le-feu sur un lourd bilan de plus d'une centaine de tués et des milliers de déplacés de guerre. La médiation sud africaine brille par son absence depuis les récents bouleversements politiques, à Pretoria, ce qui angoisse d'avantage l'opinion nationale qui a hâte d'entrevoir une paix globale et durable après plus de 14 ans de guerre civile dans le pays.